



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 30/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**LIXOL - Groupe BERKEM**

20 rue Jean Duvert  
33290 Blanquefort

Références : 2025\_UD33\_CRA\_978  
Code AIOT : 0005201357

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/12/2025 dans l'établissement LIXOL - Groupe BERKEM implanté 525 Boulevard de l'Industrie 33260 La Teste-de-Buch. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LIXOL - Groupe BERKEM
- 525 Boulevard de l'Industrie 33260 La Teste-de-Buch
- Code AIOT : 0005201357
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LIXOL fait partie du groupe BERKEM. Elle est implantée dans la zone industrielle de La Teste-de-Buch. Ses activités consistent à la fabrication de résines servant à la préparation des peintures glycérothaliqes.

Les installations sont constituées :

- d'un magasin de stockage des matières premières et des produits finis (fût, big-bag) ;
- d'une unité de synthèse des résines ;
- d'une unité de dilution et de conditionnement en fûts ;
- de deux zones de stockages de matières premières en réservoirs aériens sur rétentions ;
- d'un réservoir aérien de stockage de produits finis sur rétention ;
- d'une TAR.

#### Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Risques incendie – Plan de défense Incendie	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 14.II.B	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	Prescriptions complémentaires, Astreinte	3 mois
2	PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	PMII	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Porter à connaissance	Code de l'environnement du 18/12/2025, article L.181-14	Sans objet
4	Incident	Code de l'environnement du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		18/12/2025, article R512-69	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée a permis de constater :

- que les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26/05/2025 portant sur le non respect de l'article 43-3 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 concernant la défense incendie du site ne sont pas respectées ;
- que l'étude de dangers qui devait être remise afin d'actualiser les prescriptions en matière de risques accidentels du site n'a toujours pas été finalisée.

Au regard de ces constats, l'inspection des installations classées propose à la signature de Monsieur le Préfet :

- un projet d'arrêté préfectoral d'astreinte administrative relatif au non respect de la mise en demeure susvisée ;
- un projet d'arrêté préfectoral complémentaire imposant à l'exploitant, la réalisation d'une étude de dangers du site, sous 6 mois maximum.

Enfin, un courrier a été adressé au procureur de la république afin de l'informer du non respect de la mise en demeure du 26/05/2025, ce qui représente un délit.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Risques incendie – Plan de défense Incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 14.II.B
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Système d'extinction incendie
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 24/04/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 26/09/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios suivants pris individuellement, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 : feu du réservoir nécessitant les moyens les plus importants de par son diamètre et la nature du liquide inflammable stocké ;</li> </ul>

- 2 : feu dans la rétention, surface des réservoirs déduite, nécessitant les moyens les plus importants de par sa surface, son emplacement, son encombrement en équipements et la nature des liquides inflammables contenus. Afin de réduire les besoins en moyens incendie, il peut être fait appel à une stratégie de sous-rétentions ;

- 3 : feu d'équipements annexes aux stockages visés par le présent arrêté dont les effets, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, sortent des limites du site ;

- 4 : en cas de présence de stockages en récipients mobiles, les scénarios visés au point III de l'article VI-1 de l'arrêté du 24 septembre 2020.

La stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence définis aux alinéas précédents en moins de trois heures après le début de l'incendie et dans un délai maximal après le départ de feu équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les stockages couverts de récipients mobiles.

Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie. Ce plan comprend :

-les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie. Cette partie peut être incluse dans le plan d'opération interne prévu par l'article R. 181-54 du code de l'environnement, lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document ;

-les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie, demandées à l'article 43-2-3 et au deuxième alinéa de l'article 43-3-1 du présent arrêté. Cette partie peut être incluse dans l'étude de dangers du site ou dans le plan d'opération interne de l'établissement lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document.

-en cas de présence de stockage en récipients mobiles, l'attestation de conformité du système d'extinction automatique d'incendie accompagnée des éléments prévus à l'article VI-5-III et au point IV de l'annexe V de l'arrêté du 24 septembre 2020 ou, le cas échéant, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé aux points III de l'article VI-5-III et aux points I, B, II ou III de l'annexe V de l'arrêté du 24 septembre 2020.

## **Constats :**

### **Constats de l'inspection précédente du 24/04/2025 et échanges qui ont suivi avec l'exploitant :**

#### **I. Plan de défense incendie**

L'étude de dangers du site, qui devait être remise le 6/09/2025, devait comprendre notamment :

- les modélisations du feu d'engin au niveau de la zone de déchargement de solvants et des déchets P5 (feu de nappe, UVCE/FF, explosion de la citerne) ;
- la modélisation de l'explosion du ciel gazeux des réservoirs de la zone P6 ;
- les modélisations de l'ensemble des PhD pouvant se produire.

L'inspection des installations classées, en plus de prendre acte de ces éléments, précisait que la chronologie de mise en œuvre des opérations ne doit pas reposer sur le SDIS, à partir du moment où le site est autonome.

## II. Arrêté ministériel du 3/10/2010

L'exploitant a indiqué :

- qu'un document justifiant que les poteaux incendie peuvent fournir, sous 1 bar de pression, les besoins en eau nécessaire, en cas d'incendie du site ;
  - qu'un document décrivant la cinétique de mise en œuvre des moyens d'extinction ;
- seraient transmis le 6/09/2025.

Un plan des flux thermiques à 5 kW/m<sup>2</sup> au niveau des zones B1, P4, P5 et P6 a été fourni. Un marquage au sol de ces zones et le déplacement des moyens d'extinction tels que les PIA étaient prévus par l'exploitant.

Les besoins en solutions moussantes au niveau de la rétention de la zone P6 et du hangar 1 (scénarios les plus défavorables) ont été dimensionnés sur la base d'une extinction en 20 minutes, d'un refroidissement et d'une non reprise d'un incendie. Pour la non reprise d'un incendie, l'exploitant a pris 0,2 l/min/m<sup>2</sup> pendant une heure, mais n'a pas compté la lance à 500 l/mn pendant 20 minutes. En comptant cette lance, les besoins :

- en émulseurs seraient de 1,77 m<sup>3</sup> et en eau de 86,6 m<sup>3</sup> pour B1 ;
- en émulseurs de 855 l et en eau de 27,35 m<sup>3</sup> pour la rétention P6.

Compte tenu du fait que la défense incendie du site était insuffisante et ne respectait pas l'article 43-3 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010, l'inspection des installations classées a proposé, à monsieur le préfet, de prendre à l'encontre de la société LIXOL un arrêté préfectoral de mise en demeure. Cet arrêté préfectoral de mise en demeure a été signé le 26/05/2025.

## III. Récolement par rapport à l'annexe IX de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015

Suite à la remise d'un récolement vis-à-vis de l'annexe IX de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 remis par l'exploitant, l'inspection des installations a indiqué à l'exploitant les éléments suivants :

- l'exploitant doit justifier pourquoi il écrit que les dispositions des articles 43-5 et 43-6 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 sont sans objet ;
- à partir du moment où le bâtiment de stockage de récipients mobiles B1 n'est pas un stockage couvert ouvert, le choix ne peut pas porter sur le A. L'exploitant doit donc respecter les prescriptions applicables aux cellules de liquides inflammables en récipients mobiles reprenant le choix B ;
- les dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 sont applicables au site en totalité ;
- contrairement à ce qui est indiqué par l'exploitant, lors de l'inspection du 24/04/2025, un GRV en contenant fusible de mention de dangers H225 (Xylène) était présent dans le bâtiment de stockage des récipients mobiles doté d'une extinction automatique incendie à la mousse haut foisonnement ;
- à priori, la hauteur de stockage des récipients mobiles est < 5 ;
- comme indiqué par le bureau d'étude, l'exploitant doit vérifier le respect de la distance entre le stockage situé à la sortie et le bâtiment B ;
- article 14.III.B de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 : l'exploitant indique que cette disposition concerne l'acquisition des moyens internes de lutte contre l'incendie. Il convient de justifier que l'exploitant les a ;
- l'exploitant doit vérifier la conformité par rapport à l'article 22.II.B de l'arrêté ministériel du 1er

juin 2015 ;

- l'exploitant doit se positionner par rapport aux dispositions du C de l'article 22. IV de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 qui sont remplacées par les dispositions suivantes : « Le volume de rétention permet également de contenir le volume des eaux d'extinction déterminé au vu de la stratégie incendie définie à l'article 14 ou une hauteur supplémentaire des parois de rétention de 0,15 mètre en vue de contenir ces eaux d'extinction.» et sur les dispositions du D du 22. IV de ce même arrêté qui sont remplacées par les dispositions suivantes : « Les parois des rétentions sont incombustibles. » ;
- l'exploitant doit de se positionner sur les travaux nécessaires pour se conformer aux autres dispositions des dispositions des points 1 à 7 du 22.VI de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 ;
- l'exploitant doit se positionner par rapport aux dispositions du 23. II. C, 23. II. F, 23. II. G, et 23. II.A de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015.

#### **Constats effectués lors de l'inspection du 18/12/2025 :**

Lors de l'inspection du 18/12/2025, l'exploitant a indiqué, à l'inspection des installations classées, que l'étude de dangers était en cours de finalisation. Le 22/12/2025, une réunion a eu lieu en visioconférence avec le bureau d'études chargée de réaliser l'étude de dangers, la société LIXOL et l'inspection des installations classées, afin de se mettre d'accord sur les scénarios et les outils de modélisations à utiliser.

Afin d'être autonome et d'avoir les moyens de lutte contre l'incendie suffisants, l'exploitant prévoit la mise en place :

- d'une motopompe ;
- d'un IBC de 1 m3 d'émulseurs ;
- d'un proportionneur ;
- de deux lances dévidoirs ;

reliés à un poteau incendie ayant un débit de plus de 60 m3/h sous 1 bar de pression, d'après la COBAS, situé à 85 m du site face une usine à béton, pour le mois d'avril 2026. L'exploitant a également indiqué, lors de l'inspection, avoir des échanges avec la mairie pour pouvoir disposer d'un poteau incendie en face du site.

La cinétique de mise en œuvre des moyens d'extinction devra être détaillée et transmise à l'inspection des installations classées.

Lors de l'inspection, l'inspection des installations classées a constaté qu'un marquage au sol avait été mis en place afin que le personnel d'intervention ne pénètre pas dans les zones de flux thermiques à 5 kW/m2 en cas d'incendie.

Le site dispose de deux PIA, dont un situé dans les zones d'effets létaux en cas d'incendie du bâtiment B1 stockant des récipients mobiles disposant d'un dispositif d'extinction automatique incendie haut foisonnement. Il était convenu, avec l'inspection des installations classées, de déplacer ce PIA. Or, lors de l'inspection, l'inspection des installations classées a constaté que ce PIA est localisé à proximité du process et notamment des 3 réacteurs, dont un a subi un incendie en 2025, qui a pu être éteint, par l'exploitant, grâce à l'utilisation de ce PIA. Compte tenu de ces éléments, il a été convenu entre l'inspection des installations et l'exploitant, qu'il n'était plus opportun de déplacer ce dispositif de lutte contre l'incendie.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il dispose des moyens en eau nécessaires (27,35 m3 via le poteau incendie susvisé) et de plus de 855 l d'émulseurs. La quantité d'émulseurs sur le site n'a cependant pas été vérifiée lors de l'inspection.

L'exploitant a d'autre part fait réaliser un devis pour équiper les rétentions des réservoirs de

<p>liquides inflammables des zones P5 et P6, de déversoirs à mousse. Le montant des travaux s'élèverait à 180 000 euros. Au regard de ce montant et des travaux à réaliser, l'exploitant serait dans un premier temps muni des moyens mobiles précités, puis complétés si possible par des déversoirs à mousse.</p> <p>L'exploitant a transmis, le 22/12/2025, un récolement vis-à-vis du deuxième tableau du point II l'annexe IX de l'arrêté du 1er juin 2015 applicable au site. L'inspection vérifiera la conformité de l'établissement vis du point de II de l'annexe IX de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015, lors d'une prochaine inspection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'absence de moyens de lutte contre l'incendie suffisants permettant au site d'être autonome, en cas d'incendie, a fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure datant du 26 mai 2025. Au regard de cette mise en demeure, l'exploitant devait, sous 4 mois, disposer des moyens de lutte contre l'incendie conforme à l'article 43-3 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010. Compte tenu du non respect de cette mise en demeure, l'inspection des installations classées propose, à Monsieur le Préfet, un projet d'arrêté préfectoral d'astreinte administrative.</p> <p>L'inspection des installations classées propose également, à Monsieur le Préfet, d'imposer, par arrêté préfectoral complémentaire, la remise d'une étude de dangers, sous 6 mois maximum.</p> <p>L'exploitant devra également décrire, sous 3 mois, l'organisation précise et la cinétique de mise en œuvre des moyens d'extinction.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Prescriptions complémentaires, Astreinte</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

## N° 2 : PMII

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vieillessement des installations</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 24/04/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 26/09/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ;</li> <li>- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions</li> </ul>



<p>accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ;</li> <li>- les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante.</li> </ul> <p>L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.</p> <p>A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.</p> <p>L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.</p> <p>Pour les ouvrages mis en service avant le 1er janvier 2011 :</p> <p>S'agissant des massifs des réservoirs et des cuvettes de rétention :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2011 ;</li> <li>- le programme de surveillance est élaboré avant le 31 décembre 2012.</li> </ul> <p>S'agissant des supports supportant les tuyauteries, les caniveaux et les fosses humides :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2012 ;</li> <li>- le programme de surveillance est élaboré avant le 31 décembre 2013. Pour les ouvrages mis en service à compter du 1er janvier 2011, l'état initial et le programme de surveillance sont réalisés au plus tard douze mois après la mise en service.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>Constats effectués lors de l'inspection du 24/04/2025 :</u></b></p> <p>Lors de cette inspection, il avait été constaté des désordres, de l'ordre de D2 ou D3, au titre du guide DT92, au niveau des murets des rétentions des bacs de liquides inflammables des zones P5 et P6.</p> <p><b><u>Constats effectués lors de l'inspection du 18/12/2025 :</u></b></p> <p>Lors de l'inspection du 18/12/2025, l'inspection des installations classées a constaté que les désordres des rétentions des réservoirs des zones P5 et P6 avaient fait l'objet de réparations. Des désordres dans la rétention du réservoir horizontal (actuellement hors service) de la zone P4, de l'ordre de D2 minimum au titre du guide DT92, ont été constatés.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Si le réservoir horizontal de la zone P4 devait être remis en service, il conviendra de réparer les désordres de la rétention de ce réservoir.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

### N° 3 : Porter à connaissance

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 18/12/2025, article L.181-14
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, PAC
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute modification notable apportée à une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) d'un site soumis à autorisation ou enregistrement doit être portée à la connaissance du préfet en vertu des articles L.181-14, R.181-46 et R.512-46-23 du code de l'environnement. L'inspection des installations classées analyse alors la nature de cette modification et peut proposer au préfet trois suites possibles :  <ol style="list-style-type: none"><li>1. La modification est jugée notable et substantielle au sens des R.181-46 et R.512-46-23, un nouveau dossier de demande d'autorisation environnementale devra alors être constitué (avec étude d'incidence ou étude d'impact) et déposé par l'exploitant auprès du guichet unique ICPE du département en question.</li><li>2. La modification est jugée notable et non substantielle et un arrêté de prescriptions complémentaires peut être proposé au préfet.</li><li>3. La modification est jugée non notable et non substantielle et l'arrêté encadrant l'exploitation de l'ICPE ne nécessite pas de modification.</li></ol>
<b>Constats :</b>  Le 14 mai 2024, la société LIXOL a porté à la connaissance du préfet les modifications suivantes de son site de La Teste-de-Buch : - l'unique chaudière n° 2401 installée en 1992 se trouvait en-dessous du seuil de déclaration et n'était pas mentionnée dans l'arrêté d'autorisation de 1998. Depuis, 2 chaudières ont été installées : n° 2402 en 2005 et n° 2403 en 2023. Ces 3 chaudières fonctionnent simultanément et sont techniquement raccordables, la puissance nominale totale est de 1548 kW, ce qui nécessite une mise à jour du classement ICPE (déclaration A.2) ; - concernant la rubrique 2915, une amélioration a été apportée par l'utilisation d'un nouveau fluide caloporteur depuis 2023, dont le point éclair est de 318°C (le précédent fluide avait un point éclair de 290°C). Ce changement de produit sécurise le procédé avec une température d'utilisation de 280°C. Il s'agit d'une modification notable avec un impact positif sur la maîtrise des risques industriels ; - la fabrication des résines alkydes se faisant par estérification d'un alcool et d'un acide, l'exploitant s'est positionné sur le b) vis-à-vis de la rubrique 3410 à savoir « Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique de produits chimiques organiques tels que : Hydrocarbures oxygénés, notamment alcools, aldéhydes, cétones, acides carboxyliques, esters, et mélanges d'esters, acétates, éthers, peroxydes et résines époxydes. », ce qui nécessite une mise à jour du classement ICPE (autorisation) ; - rubriques 4110 et 4726 Toxicité aiguë catégorie 1 et 2,4-diisocyanate de toluène : une déclaration pour les rubriques 4110 (déclaration avec contrôles périodiques) et 4726 (déclaration) a été réalisée en juillet 2022. Par courrier du 29 mai 2024, l'inspection des installations classées a précisé, à l'exploitant, que les éléments transmis sont insuffisants pour statuer sur le caractère éventuellement substantiel des modifications envisagées et donc sur la procédure d'instruction associée. L'inspection des installations classées demandait donc, à l'exploitant, de bien vouloir adresser, sous un délai de 1

mois, un porter-à-connaissance comprenant les éléments d'appréciation sur l'impact administratif (identification des rubriques ICPE, respect des arrêtés ministériels, basculement classement IED et impact sur les procédures), l'impact environnemental des modifications sur l'ensemble des points prévus pour une étude d'impact et une étude de dangers.

Le 24 décembre 2024, l'exploitant a apporté des éléments de réponses à l'inspection des installations classées précisant notamment que l'établissement ne serait pas soumis à la directive IED au titre de la rubrique 3410. Par courriel du 31/12/2024, l'inspection écrivait à l'exploitant que concernant le positionnement vis-à-vis de la rubrique 3410, elle ne comprenait pas pourquoi l'exploitant ne s'est concentré que sur la rubrique 3410-b Ester. L'inspection des installations indiquait qu'il convenait de se positionner vis à vis de toute la rubrique 3410 : "Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques" sachant que le document transmis indique qu'il y a bien une réaction chimique de "polycondensation". La réaction chimique de polycondensation permet de transformer chimiquement 4 molécules (Huile + Alcool + Acide + Solvant) en une seule : Alkyl. L'inspection a bien noté que les résines ne sont pas des esters en revanche, l'inspection des installations classées demandait à l'exploitant de démontrer qu'elles ne sont pas des matières plastiques ou autres, et que par conséquent, au vu de la réaction chimique, de démontrer pour chacune des sous rubriques 3410 que le site n'est pas soumis à la directive IED.

L'exploitant a transmis, à l'inspection des installations classées, le 22/12/2025, un positionnement par rapport à la rubrique 3410 de la directive IED concluant que le site n'est pas soumis à cette directive. L'exploitant a également transmis un tableau de classement du site à jour.

**L'inspection des installations classées examinera ce document dès que possible et fera, le cas échéant, un retour à l'exploitant. Ce porter à connaissance fera l'objet à terme d'un projet d'arrêté préfectoral complémentaire.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Incident

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 18/12/2025, article R512-69

**Thème(s) :** Risques accidentels, Incident

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Le 9/10/2025, un incendie sur un des réacteurs du site s'est produit. Cet incident a fait l'objet d'une déclaration d'incident le jour même, puis d'un rapport d'incident.

En fonctionnement normal, l'huile végétale (soja) est injectée dans la ligne des réacteurs, puis passe par des pesons. Le jour de l'incident, la résine fabriquée contenait peu d'huile. Elle devait être produite par le plus petit réacteur de l'établissement. 400 kg d'huile de soja ont été injecté dans la ligne de ce réacteur. De part un problème de qualité, la pesée a été effectuée via une trémie. Pour cela, une clarinette (ligne de raccordement au réacteur) a été utilisée. Cette clarinette avait une vanne fuyarde ce qui a généré l'apport d'une quantité de White Spirit trop importante dans le réacteur (entre 20 et 30 l de trop). Le début du chauffage du réacteur s'est donc effectuée avec de l'huile et une quantité significative de White Spirit. De la poudre a ensuite était injecté dans le réacteur via l'ouverture d'un trou d'homme. S'en ait suivi une inflammation de White Spirit de part l'apport d'oxygène lors de l'ouverture de ce trou d'homme. L'alarme incendie s'est déclenchée, puis l'incendie dans le réacteur a été éteint par l'utilisation d'un PIA.

Suite à cet incendie :

- une formation de l'ensemble du personnel sur l'utilisation des extincteurs et des PIA a été effectuée en novembre 2025 ;
- un raccordement au niveau d'une seconde clarinette ne présentant pas de vanne fuyarde a été réalisée ainsi qu'un contrôle de l'extract sec de l'huile chargée dans le réacteur avant l'étape de chauffe afin de s'assurer de l'absence de solvant ;
- la vidange du compartiment concerné dans un autre compartiment et la réparation de la vanne fuyarde ont été effectuées ;
- une modification de l'emplacement des pesons et une protection de ces derniers contre la chaleur ont été effectuées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : PMII

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vieillessement des réservoirs

#### **Prescription contrôlée :**

29-1. Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des produits contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement.

Ce plan comprend :

- des visites de routine ;
- des inspections externes détaillées ;
- des inspections hors exploitation détaillées pour les réservoirs de capacité équivalente de plus de 100 mètres cubes. Les réservoirs qui ne sont pas en contact direct avec le sol et dont la paroi est entièrement visible de l'extérieur sont dispensés de ce type d'inspection.

29-2. Les visites de routine permettent de constater le bon état général du réservoir et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible. Une consigne écrite définit les modalités de ces visites de routine. L'intervalle entre deux visites de routine n'excède pas un an.

29-3. Les inspections externes détaillées permettent de s'assurer de l'absence d'anomalie

remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. Ces inspections comprennent a minima :

- une inspection visuelle externe approfondie des éléments constitutifs du réservoir et des accessoires (comme les tuyauteries et les événements) ;
- une inspection visuelle de l'assise ;
- une inspection de la soudure entre la robe et le fond ;
- un contrôle de l'épaisseur de la robe, notamment près du fond ;
- une vérification des déformations géométriques éventuelles du réservoir, et notamment de la verticalité, de la déformation éventuelle de la robe et de la présence d'éventuels tassements ;
- l'inspection des ancrages si le réservoir en est pourvu ;
- des investigations complémentaires concernant les défauts révélés par l'inspection visuelle s'il y a lieu.

Ces inspections sont réalisées au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie. Cette échéance est également compatible avec les échéances de maintenance des accessoires présents sur le réservoir lorsque ces opérations de maintenance sont nécessaires pour garantir l'intégrité du réservoir ou son exploitation de manière sûre. Une fréquence différente peut être prévue par arrêté préfectoral pour les réservoirs liés à des unités de fabrication.

[...]

#### **Constats :**

Il est à noter que les réservoirs d'hydrocarbures du site ont une capacité inférieure à 100 m<sup>3</sup>, et que de ce fait, ils ne sont pas soumis à inspections hors exploitation détaillées.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué, à l'inspection des installations classées, que des inspections en exploitation détaillées sont réalisées au niveau des réservoirs des zones P5 et P6. L'inspection n'a pas vérifié les rapports d'inspection correspondant

Un rapport d'inspection en exploitation détaillée pour l'utilisation de nouveau du réservoir horizontal de la zone P4, a été transmis à l'inspection des installations classées, le 12/12/2025. Par courriel daté du même jour, l'inspection des installations classées a indiqué, à l'exploitant, que ce rapport d'inspection en exploitation détaillée, devait comporter l'ensemble des contrôles prévus à l'article 29-3 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010, ce qui n'est pas le cas. En effet, le rapport transmis ne comporte que des mesures d'épaisseurs des fonds et de la virole et sans comparaison des résultats avec les épaisseurs nominales afin d'établir la vitesse de corrosion et donc la durée restante par rapport à l'épaisseur de retrait.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il convient, avant toute remise en service du réservoir horizontal de la zone P4, de transmettre un rapport d'inspection en exploitation détaillée comportant l'ensemble des contrôles prévus à l'article 29-3 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010, démontrant l'aptitude du réservoir pour sa remise en service et jusqu'à la prochaine inspection en exploitation détaillée.

Cette obligation est prescrite dans l'arrêté préfectoral complémentaire. L'exploitant dispose de 15 jours pour faire part de ses observations sur ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours